

Bordereau attestant l'exactitude des informations - PARIS - 7501 - Actes des sociétés (A) - Dépôt
le 18/07/2024 - 100782 - 2012 B 24786 - 789 954 161 - CARMYN

CARMYN
SAS au capital de 250 000 EUROS
Siège : 6 Rue de Thann – 75017 PARIS
789 954 161 RCS PARIS

ci-après, la « Société »

PROCÈS-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

DU 18 JUIN 2024

L'an deux mille-vingt-quatre,
Et le 18 juin,
A 18 heures 30,

La société BESSIERES EXPERTISE, seule associé de la Société et disposant en tant que tel de l'intégralité des actions et droits de vote composant le capital social de la Société. (ci-après, l'« **Associé Unique** »)

A pris, conformément à l'article 20 de ses Statuts, les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- *Rapport du Commissaire aux apports ;*
- *Examen et approbation de la fusion par absorption de la société OCTOPUS EXPERTISE par la société BESSIERES EXPERTISE et du traité de fusion correspondant ;*
- *Augmentation consécutive du capital de la Société d'un montant de 1.899.821,1025 euros ;*
- *Constatation de l'existence d'une prime de Fusion et approbation de son affectation ;*
- *Constatation de la réalisation définitive de la Fusion et de la dissolution sans liquidation de la société OCTOPUS EXPERTISE ;*
- *Réduction du capital de la Société d'un montant de 670 190 euros par annulation de 4 000 de ses propres actions reçues dans le cadre de l'apport-fusion ;*
- *Modification corrélative des statuts ;*
- *Pouvoirs en vue des formalités.*

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique, connaissance prise :

- Du projet de traité de fusion, établi par acte sous signature privée le 13 mai 2024 ;
- Du rapport du commissaire aux apports ;
- Des comptes intermédiaires de BESSIERES EXPERTISE et de CARMYN arrêtés au 31 mars 2024 ;

Approuve :

- a. Dans toutes ses dispositions le projet de traité de fusion conclu avec la société BESSIERES EXPERTISE aux termes duquel la société absorbée fait apport à titre de fusion-absorption de l'intégralité des éléments d'actifs et de passifs composant son patrimoine et la transmission universelle du patrimoine de la société BESSIERES EXPERTISE à la société CARMYN ;
- b. L'évaluation, à partir des valeurs réelles au 31 mars 2024, des éléments d'actif apportés par la société BESSIERES EXPERTISE, d'un montant de 11 289 872,32 euros et des éléments de passif pris en charge, d'un montant de 7 015 337,40 euros, soit un actif net apporté égal à 4 274 534,92 euros ;
- c. La rémunération des apports effectués au titre de la fusion selon une parité d'échange de 0,209629684 de la société BESSIERES EXPERTISE pour un action de la société CARMYN ;
- d. la renonciation expresse et irrévocable des associés de la société BESSIERES EXPERTISE aux droits formant rompus résultant du rapport d'échange fixé ci-dessus

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, connaissance prise :

- du traité de fusion,
- de l'approbation du traité de fusion et de la fusion par les associés de la société BESSIERES EXPERTISE ayant décidé, en conséquence, la dissolution sans liquidation de ladite société,

décide, en conséquence d'augmenter le capital social de la société d'un montant de 593 750 euros pour le porter de 250 000 euros à 843 750 euros, par création de 2 375 actions nouvelles de 250 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées et décide que lesdites actions seront attribuées comme suit :

	Actions de la Société Absorbée détenues préalablement à la Fusion	Actions Nouvelles reçues en rémunération de la Fusion
OCTOPUS INVESTISSEMENTS	3 518	737
FLB HOLDING	3 380	708
Didier Hassan	3 449	722
COSMEX	993	208
Total	11 339	2 375

Lesdites 2 375 actions nouvelles étant soumises à toutes les dispositions statutaires de la Société et entièrement assimilées aux actions anciennes.



TROISIEME RESOLUTION

L'Associé Unique :

prend acte de ce que la différence entre l'actif net transmis par la société BESSIERES EXPERTISE (soit 4 274 534,92 euros) et la valeur nominale des actions qui seront créées par la Société au titre de l'augmentation de capital susvisée (soit 593 750 euros), différence par conséquent égale à 3 680 784,92 euros, constituera une prime de fusion qui sera inscrite au passif du bilan de la Société, à un compte « Prime de Fusion » sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux,

approuve spécialement :

- le montant global de la prime de fusion, et
- l'affectation de ladite prime de fusion, à savoir :
 - o pour l'imputation de tous frais, charges ou impôts consécutifs à la fusion,
 - o pour la dotation à plein de la réserve légale, et
 - o pour le solde non utilisé par les organes de gestion comme indiqué ci-dessus, toute autre affectation conformément aux lois et règlements applicables.

Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Associé Unique :

constate après avoir pris acte de ce que les associés de la société BESSIERES EXPERTISE ont approuvé la présente Fusion en date de ce jour, la réalisation définitive de la Fusion par absorption de la société BESSIERES EXPERTISE par la société CARMYN et la dissolution sans liquidation de la société BESSIERES EXPERTISE.

Constate que l'augmentation de capital de la Société d'un montant de 593 750 euros, par création de 2 375 actions nouvelles de 250 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, se trouve définitivement réalisée.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur la réduction du capital social, constatant que parmi les biens transmis à la Société figure 1 000 de ses propres actions, sous condition suspensive de l'adoption des décisions qui précèdent, Décide l'annulation desdites 1 000 actions et la réduction corrélative de son capital d'un montant de 250 000 euros, ledit capital étant ainsi ramené de 843 750 euros à 593 750 euros.

SIXIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, sous condition suspensive de l'adoption des décisions qui précèdent et de la constatation de la réalisation définitive de la Fusion, décident de modifier l'article 7 Capital Social des statuts comme suit :

« ARTICLE 8 -CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **cinq cent quatre-vingt-treize mille sept cent cinquante euros (593 750 €)**.

Il est divisé en **2 375** actions de **250 euros** chacune, de même catégorie. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au Président à l'effet de procéder à toutes constatations, communications et formalités qui s'avèreraient nécessaires pour les besoins de la réalisation de la fusion.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associé Unique.

DocuSigned by:

A9E4FC24FE8B41B...

Pour la société BESSIERES EXPERTISE
Monsieur Stéphane BELIN



SAS AU CAPITAL DE 1000 EUROS
6 RUE DE THANN 75008 PARIS
RCS PARIS 833 407 240

TEL : 014440 8888 Mob : 0603190659
MAIL : RAPHAEL@LOUSQUY.COM

CARMYN

Société par Actions Simplifiée au capital de 250.000 euros

Siège social : 3, rue de Logelbach – 75 017 PARIS

RCS PARIS 789 954 161

* * * *

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR L'APPORT
DE 11.339 ACTIONS DE LA SOCIETE BESSIERES EXPERTISE AU PROFIT DE
LA SOCIÉTÉ BENEFICIAIRE CARMYN DANS LE CADRE DE LA FUSION DES
DEUX SOCIETES**

* * * *

Aux associés de la société CARMYN,

En exécution de la mission de commissariat aux apports qui nous a été confiée en date du 15 avril 2024 par décision unanime des associés de la société CARMYN, nous avons établi le présent rapport prévu à l'article L-225-147 du Code de Commerce concernant l'appréciation de la valeur de l'apport, par voie de fusion, de 11.339 actions de la société BESSIERES EXPERTISE (ci-après « BESSIERES EXPERTISE » ou « Société absorbée »), société par actions simplifiée de droit français (ci-après l'« Apport ») au profit de la société CARMYN (ci-après le « CARMYN » ou la « Société absorbante »).

Cet apport sera réalisé pour un montant total de quatre millions deux cent soixante-quatorze cinq cent trente-quatre euros et quatre-vingt-douze centimes (4.274.534,92 €) conformément au projet de traité de fusion à signer entre « l'absorbante » et « l'absorbée ».

Il nous appartient d'exprimer une opinion sur le fait que la valeur de l'Apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'Apport, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur des actions à émettre par la Société Bénéficiaire, CARMYN, en rémunération de l'Apport.

Notre mission prendra fin avec le dépôt du rapport ; il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver nos constatations présentées selon le plan ci-dessous décrit :

- 1 Présentation de l'opération et description de l'Apport**
- 2 Diligences accomplies et appréciation de la valeur de l'Apport**
- 3 Conclusion**

1- PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1-1 Entité et personne participant à l'opération

A – Société Absorbée

La société BESSIERES EXPERTISE, société par actions simplifiée de droit français au capital social de 1.899.821,1025 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 423 203 546, dont le siège social est situé 3 rue de Logelbach, 75017 PARIS (France), représentée par Monsieur Stéphane BELIN, dûment habilité.

B - Société Absorbante

La société CARMYN, société par actions simplifiée de droit français au capital social de 250.000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 789 954 161, dont le siège social est situé 3 rue de Logelbach, 75017 PARIS (France), représentée par Monsieur Didier HASSAN, dûment habilité.

1-2 Nature et objectifs de l'opération

A – Nature et objectifs de l'Apport

La société absorbante est détenue à 100% par la société absorbée.
L'objectif de l'opération est de simplifier et rationaliser la structure juridique du Groupe.
Cette opération s'inscrit d'ailleurs dans un plan global dont elle constitue une étape, visant à permettre aux actionnaires de réaliser une opération de cession et de réinvestissement au sein d'une nouvelle holding, conduisant également à l'ouverture du capital au profit de nouveaux investisseurs.

Cet Apport sera réalisé pour un montant de quatre millions deux cent soixante-quatorze cent trente-quatre euros et quatre-vingt-douze centimes (4.274.534,92 €).

B – Société dont 11.339 actions sont apportées

La société BESSIERES EXPERTISE, société par actions simplifiée de droit français au capital de 1.899.821,1025 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 423 203 546, dont le siège social est situé 3 rue de Logelbach, 75017 PARIS (France), représentée par Monsieur Stéphane BELIN, dûment habilité.

Son capital social de 1.899.821,1025 euros divisé en 11.339 actions de 167,5475 euros chacune et entièrement libérées et réparties tel qu'indiqué ci-après :

BESSIERES EXPERTISE			
Table de capitalisation	%	Nbre actions	Capital social
OCTOPUS INVESTISSEMENTS	31,02%	3518	589.361
FLB HOLDING	29,81%	3380	566.248
Didier Hassan	30,41%	3349	577.804
COSMEX	8,76%	993	166.408
Total	100%	11 339	1.899.821

La société BESSIERES EXPERTISE a pour objet :

- ✓ L'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes ;
- ✓ Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.
- ✓ Elle peut notamment, sous le contrôle du conseil régional de l'ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2, et 22, 7^{ème} alinéa de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

1-3 Caractéristiques essentielles de l'Apport

A – Propriété et jouissance

A compter de la date de réalisation :

- ✓ la Société absorbante (i) aura la pleine et entière propriété des Actions Apportées et (ii) sera subrogée dans tous les droits, actions, obligations et engagements attachés aux Actions Apportées ;
- ✓ la Société absorbante aura droit aux dividendes ou acomptes sur dividendes afférents aux Actions Apportées qui seront mis en distribution à compter de la date de réalisation de la fusion.

La Société Absorbante acquiert les Actions Apportées dans l'état où elles se trouveront à la date de réalisation de l'Apport, libres de tout gage, nantissement ou d'une quelconque sûreté ou

restriction au droit de propriété plein et entier autre que celles résultant des statuts de BESSIERES EXPERTISE, sans pouvoir exercer aucun recours contre l'un ou l'autre des Apporteurs, pour quelque cause que ce soit, réserve faite de ceux fondés sur une affectation du droit de propriété tel que stipulé ci-dessus ou de ceux fondés sur une violation de l'une quelconque des déclarations et garanties consenties par chacun des Apporteurs aux termes de l'article « Déclarations et garanties de chacun des Apporteurs relativement aux Actions Apportées par celui-ci » du projet de traité d'apport à signer.

Dès la réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbante sera seule habilitée, en lieu et place de l'Absorbée, à effectuer toute opération relative à la propriété des Actions Apportées.

B - Conditions suspensives

La réalisation de la fusion et de chacun des apports qui le composent est subordonnée à la réalisation de chacune des conditions suspensives suivantes (les "Conditions Suspensives") :

- (i) L'approbation de la fusion par la totalité des actionnaires de CARMYN, par la signature du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires de CARMYN correspondante ;
- (ii) L'établissement du Rapport du Commissaire aux Apports prévu à l'article L.225-147 du Code de Commerce, comportant appréciation de la valeur des Actions Apportées ;

La date de réalisation définitive de la fusion sera la date de la réalisation de la dernière des Conditions Suspensives susvisées (la "**Date de Réalisation**").

Si les Conditions Suspensives ne sont pas réalisées au plus tard le 30/06/2024, le traité de fusion à signer sera considéré comme caduc, sans indemnité pour aucune des parties, sauf prorogation de ce délai aux termes d'un accord écrit de l'ensemble des signataires du traité de fusion à signer.

C – Caractéristiques des actions nouvelles

Les actions nouvelles émises par la Société Bénéficiaire aux Apporteurs en contrepartie de l'Apport seront créées avec entrée en jouissance à compter de la date de réalisation de la fusion et seront entièrement et immédiatement assimilées aux actions existantes. Elles bénéficieront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges et seront soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société Absorbante et aux décisions d'associés de la Société Absorbante. Elles donneront droit à percevoir toute distribution qui serait décidée à compter de leur émission.

D – Dispositions diverses

✓ Préambule

Les Parties conviennent que les stipulations exposées en préambule du traité de fusion à signer font partie intégrante dudit traité de fusion.

✓ Nullité d'une stipulation du traité de fusion

Dans l'éventualité où l'une quelconque des stipulations du traité de fusion serait déclarée nulle ou sans effet de quelque façon et pour quelque motif que ce soit, les autres stipulations du traité de fusion continueront de produire leurs effets et les parties s'engagent à se concerter pour remédier à la cause de nullité constatée, de sorte que, sauf impossibilité, le traité de fusion à signer poursuive ses effets sans discontinuité.

✓ Eventuelles informations et documents complémentaires

Les parties s'engagent à communiquer, à signer et à délivrer toute information et tout document ainsi qu'à passer tous actes ou prendre toutes décisions qui pourraient être nécessaires à l'exécution du traité de fusion.

✓ Election de domicile

Pour l'exécution du traité de fusion à signer, les signataires dudit traité d'apport font élection de domicile à leurs adresses respectives indiquées en tête dudit traité de fusion.

✓ Frais

La Société Bénéficiaire supportera tous les droits et frais afférents au traité de fusion et aux actes nécessaires à la réalisation de la fusion.

Chaque signataire du traité de fusion supportera tous les honoraires, frais et commissions de ses propres conseils et mandataires en relation avec la négociation et la conclusion du traité de fusion.

✓ Pouvoirs pour formalités

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du traité de fusion à signer aux fins d'effectuer ou de faire effectuer toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

E – Régime juridique et fiscal de la fusion

1. Régime juridique

La fusion est effectuée sous le régime juridique prévu aux articles L.236-1 et suivants du Code de commerce et des textes pris pour leur application.

2. Régime fiscal de l'Apport

Effet comptable et fiscal de l'Apport

L'Apport prendra effet au 1^{er} Avril 2024, c'est-à-dire avec un effet rétroactif comptable et fiscal.

Impôt sur les sociétés

Le Président de la Société Absorbante déclare que cette dernière est soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun, sans en être exonérée de façon permanente par une disposition particulière et qu'elle est immatriculée en France.

Pour que tout doute soit exclu, l'Absorbante, personne morale résident soumise à l'impôt sur les sociétés opte pour le régime fiscal de faveur prévu aux articles 210 A et 210 B du Code général des impôts relatifs à l'impôt sur les sociétés : toutes les plus-values résultant de cet fusion seront donc exclues du résultat imposable de chacun desdits Apporteurs de l'exercice au cours duquel interviendra la Date de Réalisation, les plus-values provenant de participations qualifiées, qui bénéficient du régime des plus-values long-terme en matière d'impôt sur les sociétés et qui sont soumises uniquement à une quote-part de frais et charges ainsi que le prévoit l'article 219, I-a du Code général des impôts.

Droits d'enregistrement

En application de l'article 816 du code général des impôts, la fusion sera enregistrée gratuitement.

1-4 Description de l'Apport

L'absorbante reçoit en pleine propriété, sous les garanties ordinaires et de droit, 11.339 actions, entièrement souscrites et intégralement libérées, de la société BESSIERES EXPERTISE.

1-5 Evaluation de l'Apport

La valeur d'Apport des mille (11.339) actions apportées a été fixée de manière forfaitaire et irréductible à la somme totale de quatre millions deux cent soixante-quatorze cinq cent trente-quatre euros et quatre-vingt-douze centimes (4.274.534,92 €).

Soit une évaluation des actions apportées telle que :

Nombre d'actions apportées de la société BESSIERES EXPERTISE	Valeur des actions apportées (en euros)
11.339	4.274.534,92 €

1-6 Rémunération de l'Apport

En rémunération de l'Apport ci-dessus mentionné de onze mille trois cent trente-neuf actions (11.339) de la société BESSIERES EXPERTISE, il sera émis :

- ✓ Deux mille trois cent soixante-quinze actions ordinaires (2.375) d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (250 €), soit une augmentation de capital de 589.750 €, assortie d'une prime de fusion de 3.680.784,92 €, entièrement libérées.

Soit en synthèse :

Nombre d'actions apportées de la société Absorbée	Valeur des actions reçues	Nombre d'actions émises par la Société Absorbante	Valeur totale des actions émises
11.339	4.274.534,92 €	2.375	4.274.534,92 €

2- DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

2-1 Diligences accomplies

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'Apport et à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée.

La mission du commissaire aux apports n'est pas une mission d'audit ; la nature des diligences mises en œuvre est orientée vers un examen limité complété de contrôles particuliers.

Les travaux effectués ont consisté à :

- ✓ Nous entretenir avec les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées ;
- ✓ Prendre connaissance de l'ensemble des documents juridiques relatifs aux opérations prévues ;
- ✓ Contrôler la réalité de l'Apport ;
- ✓ Obtenir l'extrait Kbis de la société BESSIERES EXPERTISE et l'extrait Kbis de la société CARMYN ;
- ✓ Obtenir les statuts actuels de la société BESSIERES EXPERTISE et de la société

CARMYN ;

- ✓ Analyser la valorisation des actions apportées proposée dans le projet de traité de fusion à signer ;
- ✓ Obtenir les comptes annuels clos au 30 Juin 2023 des sociétés BESSIERES EXPERTISE et CARMYN;
- ✓ Nous assurer que la valeur réelle de l'Apport pris dans son ensemble est au moins égale à la valeur de l'Apport proposée dans le traité de fusion à signer ;
- ✓ Obtenir la valorisation des sociétés BESSIERES EXPERTISE et CARMYN établie ;
- ✓ Vérifier, jusqu'à la date de ce rapport, l'absence de faits ou d'événements susceptibles de remettre en cause la valeur de l'Apport.

2-2 Sur la réalité de l'Apport

Nous avons vérifié la pleine propriété et la pleine jouissance des actions apportées de la société BESSIERES EXPERTISE par l'Apporteur.

2-3 Sur l'appréciation de la valeur de l'Apport

Dans le projet de traité d'apport à signer, il a été décidé de retenir une valeur de quatre millions deux cent soixante-quatorze cent trente-quatre euros et quatre-vingt-douze centimes (4.274.534,92 €) pour les mille (11.339) actions de la société BESSIERES EXPERTISE représentant 100% du capital et des droits de vote de la société.

La méthode de valorisation appliquée correspond à la méthode habituellement retenue dans le cadre de la valorisation de société similaire à la société BESSIERES EXPERTISE, à savoir la méthode de l'actif net réévalué.

Les informations et justifications nécessaires à notre mission nous ont été communiquées.

Nous avons procédé aux diligences complémentaires que nous avons jugées nécessaires pour la réalisation de notre mission.

Dans le contexte précis de l'opération envisagée, nous n'avons pas relevé d'élément susceptible de minorer la valeur de l'Apport dans le cadre de la fusion.

2-4 Sur les avantages particuliers

Aucun avantage particulier n'est conféré en rémunération de l'Apport.

3- CONCLUSION

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur de l'Apport retenue de quatre millions deux cent soixante-quatorze cinq cent trente-quatre euros et quatre-vingt-douze centimes (4.274.534,92 €).pour l'apport de mille (11.339) actions de la société BESSIERES EXPERTISE par l'Apporteur au profit de la Société Absorbante, CARMYN, n'est pas surévaluée.

Et, en conséquence, que la valeur de l'Apport est au moins égale au montant de la valeur des cent trente-neuf (2.375) actions ordinaires, d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (250 €), assortie d'une prime d'émission de mille cinq cent quarante-neuf euros et quatre-vingt centimes (1.549,80418 €) chacune à émettre par la Société Absorbante – CARMYN - en rémunération de l'Apport.

Fait à Paris, le 13 mai 2024

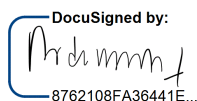
RL CONSEILS
Raphael LOUSQUY
Commissaire aux apports

CARMYN
Société par Actions Simplifiée au capital de 593 750 euros
Siège social : 6, rue de Thann - 75017 PARIS
RCS PARIS 789 954 161

STATUTS

Modifiés par décision du 18 juin 2024

Certifié conforme
Le Président

DocuSigned by:

8762108FA36441E...

Les associés Fondateurs établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS) devant exister entre eux.

Article 1 - Forme

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par le livre II et le titre II du livre VIII du Code de commerce, l'Ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945 ainsi que par les présents statuts et les textes légaux et réglementaires qui lui seraient applicables ultérieurement.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination est : CARMYN

La société sera inscrite au Tableau de l'Ordre des experts-comptables sous sa dénomination sociale ainsi que sur la liste des commissaires aux comptes.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes » et de l'indication du Tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables sur lequel la société est inscrite et de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes auprès de laquelle la société est inscrite.

Article 3 – Objet social

La société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au Tableau de l'Ordre des experts-comptables
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut notamment détenir des participations de toute nature, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre et dans les conditions fixées par le Règlement intérieur de l'Ordre des experts-comptables.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à 6, Rue de Thann – 75017 PARIS

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe, par simple décision du président, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par la prochaine décision de la collectivité des associés, et, partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de la collectivité des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport de 1 000 euros représentant des apports en numéraire.

Suivant décision de l'associée unique en date du 30 mars 2024, le capital social a été augmenté d'une somme de deux cent quarante-neuf mille (249 000) euros par incorporation de réserves, pour être porté à deux cent cinquante mille (250 000) euros

Suivant décision du 18 juin 2024, il a été procédé à l'augmentation du capital social de cinq cent quatre-vingt-treize mille sept cent cinquante (593 750 euros) ainsi qu'à la réduction consécutive du capital social de deux cent cinquante mille (250 000) euros résultant de la fusion de la société avec la société BESSIERES EXPERTISE.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun autre avantage particulier que celui du droit de vote double, conféré par les actions de préférence dans les conditions prévues aux articles 8, 11 et 12 des présentes.

Article 8 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

Le capital social est fixé à **cinq cent quatre-vingt-treize mille sept cent cinquante euros (593 750 €)**

Il est divisé en **2 375 actions de 250 euros** chacune, de même catégorie.

Les actions formant le capital social sont de deux catégories, dont les spécificités et répartitions sont établies dans l'article 12 des présents statuts.

La société communique annuellement aux conseils régionaux de l'Ordre des experts-comptables dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander à la commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Article 9 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seul compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les dispositions légales de détention des droits de vote régissant la profession d'expert-comptable ou de commissaire aux comptes.

La quotité des droits de vote devant être détenue par les personnes mentionnées au 7-I de l'Ordonnance du 19 septembre 1945 est de plus des deux tiers.

La quotité des droits de vote devant être détenue par des commissaires aux comptes ou des sociétés de commissaires aux comptes inscrits sur la liste prévue à l'article L 822-1 du Code de commerce ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre, est de trois quarts.

Article 10 – Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions d'apports en nature doivent être intégralement libérées ; les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 11 – Droits et obligations attachés aux actions

1. Droits des associés

Chaque associé a droit à une part des bénéfices, de l'actif social et du boni de liquidation, proportionnelle au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque action donne en outre le droit au vote, dans les conditions prévues à l'article 12 des présents statuts et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

2. Obligations des associés

Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

3. Engagement de non-sollicitation

Tout associé exerçant ou ayant exercé, au sein de la société, à quelque titre que ce soit, toute activité visée aux articles 2 et 22 de l'Ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945 s'interdit de démarcher ou de solliciter, de quelque manière que ce soit, les clients de la société. Il s'interdit pareillement d'accomplir à leur profit toute prestation de même nature, à quelque titre que ce soit.

Par client de la société, on entend toute personne, physique ou morale, au profit de laquelle la société a accompli une ou plusieurs prestations entrant dans son objet à l'époque où l'associé exerçait son activité au sein de la société.

Cette interdiction prend effet dès le début de l'exercice, par l'associé, de son activité au sein de la société et prend fin [nombre] mois après qu'il a cessé de faire partie de la société. Elle n'a d'effet que lorsque l'associé est établi dans un rayon de [nombre] kilomètres autour de tout bureau de la société.

Lorsque l'associé a la qualité de salarié de la société, celle-ci verse à celui-là une contrepartie de [montant] euros par mois, calculée, le cas échéant, *pro rata temporis*, pendant toute la période comprise entre la date de cessation de son contrat de travail et celle à laquelle il n'est plus lié par la présente interdiction.

Article 12 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

1. Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.
2. Les actions formant le capital social de la Société sont de deux natures :
 - Les actions de catégorie A, ordinaires sont exclusivement réservées aux actionnaires non-expert-comptable ;
 - Les actions de catégorie B, actions de préférence disposent d'un droit de vote double, et sont exclusivement réservées à des experts-comptables inscrits.

Toute action détenue, par voie d'émission, de cession ou d'apport par une personne physique ou morale non inscrit à l'ordre des experts comptables sera automatiquement de catégorie A.

A l'inverse, toute action détenue, par voie d'émission, de cession ou d'apport par une personne physique ou morale inscrit à l'ordre des experts comptables sera automatiquement de catégorie B.

Ainsi, la cession d'une action de catégorie B à une personne physique ou morale qui n'est pas inscrite à l'ordre des experts comptables entraînera automatiquement sa conversion en action de catégorie A

De même, la cession d'une action de catégorie A à un expert-comptable entraînera automatiquement sa conversion en action de catégorie B

3. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire

Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.

4. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les professionnels copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un professionnel, mandataire unique, désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.
5. L'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions collectives extraordinaires.
6. Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

Article 13 - Transmission des actions

Toute cession d'actions ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine.

La demande d'agrément indique les noms, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant,

le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'a agréé pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du Code civil. Les honoraires de l'expert et les frais d'expertise sont à la charge du cédant.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

Article 14 – Cessation d'activité d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au Tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au-dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenus par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du Tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser au-dessous des quotités légales, la part des droits de vote détenus par des personnes visées au premier alinéa de l'article 7, I de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, la société saisit le Conseil régional de l'Ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Au cas où les stipulations de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont pas respectées, l'associé est exclu de la société, ses actions étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration du plus court des délais mentionnés aux deux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel commissaire aux comptes n'ayant pas la qualité d'expert-comptable, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs actions à un autre professionnel commissaire aux comptes.

Article 15 – Président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président qui est choisi parmi les personnes physiques, mentionnées au I de l'article 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945 modifiée, membre de la société et, d'autre part, inscrits sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par une décision ordinaire de la collectivité des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

Le président est nommé pour une durée déterminée précisée dans l'acte de nomination. A défaut, il est désigné pour la durée de la société. La collectivité des associés fixe sa rémunération.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que

le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président dirige et administre la société.

Article 16 – Directeurs généraux

Sur la proposition du président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux chargés d'assister le président et répondant aux conditions de l'article 7-I de l'ordonnance du 19 septembre 1945. Les directeurs généraux sont désignés parmi les commissaires aux comptes inscrits sur la liste professionnelle ou parmi les professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Tout directeur général est révocable à tout moment par la collectivité des associés, sur la proposition du président. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation. En cas de démission ou de révocation du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, concurremment avec le président, les mêmes pouvoirs que celui-ci. Sa rémunération est fixée par la collectivité des associés.

Les stipulations des quatrième et cinquième alinéas de l'article 15 des présents statuts sont applicables au directeur général.

Article 17 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeur généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 18 – Conventions soumises à approbation

Est soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du président dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion. Le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.

La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des décisions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Article 19 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 18 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 20 – Modalités de la consultation des associés

Le président sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe.

Les décisions collectives sont prises par consultation écrite ou en assemblée, au choix du président. Elles peuvent également résulter du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, ses décisions sont répertoriées dans un registre.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution. Le commissaire aux comptes est destinataire, en même temps que les associés, d'une copie des projets de résolution soumis à la collectivité des associés et des documents d'information à eux adressés. Il est tenu informé par le président des décisions prises par la collectivité des associés à l'issue de la consultation.

En cas de décisions prises en assemblée, le président adresse celles-ci aux associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visioconférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son président.

Article 21 – Décisions collectives

Les décisions de la collectivité des associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix attachées aux actions existantes. Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- Nomination et révocation du président et des directeurs généraux ;
- Approbation des comptes et répartition du résultat ;
- Approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés.

Les décisions extraordinaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes. Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- Augmentation, réduction et amortissement du capital social ;
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- Dissolution, prorogation, transformation de la société ;
- Toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, pour lequel la ratification par une décision de la collectivité des associés est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts ;
- Agrément d'un nouvel associé.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

Article 22 – Procès-verbaux

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 23 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de l'année suivante.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 août 2013.

En outre, les actes accomplis pour le compte de la société pendant la période de constitution et repris par celle-ci seront rattachés à cet exercice.

Article 24 – Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 25 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 26 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité

des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 27 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

1. La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.
2. La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.
3. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.
4. A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

Article 28 - Jouissance de la personnalité morale et engagements de la période de formation

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux, à l'adresse prévue du siège social.

Les associés donnent mandat à Monsieur Didier HASSAN de prendre pour le compte de la société tous les engagements nécessaires au bon déroulement de la création de la société.

Ces engagements seront repris par la société du fait de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Article 29 - Publicité et pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Didier HASSAN pour effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Article 30 – Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

STATUTS MIS A JOUR le 18 juin 2024